

Points de mire



La guerre et les opinions publiques au Québec et au Canada

Par Jérémie Cornut

Chercheur à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangère et de défense canadiennes (PEDC) et doctorant à l'Université du Québec à Montréal

En fonction de la conjoncture politique, et notamment suite à l'intervention militaire du Canada en Afghanistan, l'attention des commentateurs se tourne vers un sujet souvent débattu, le pacifisme des Québécois. Les Québécois – c'est-à-dire les francophones du Québec – ont en effet la réputation d'être pacifiques et pacifistes, et de s'opposer au recours à la force dans les relations internationales. Ils seraient ainsi opposés à la guerre en Irak et en Afghanistan au nom de ce pacifisme viscéral.

Ce discours n'est pas exclusivement québécois : au Canada anglais, les Québécois sont en effet régulièrement accusés d'exercer une influence disproportionnée sur la politique étrangère du Canada. C'est le cas lors du refus par le Canada de participer à la guerre en Irak ou lorsque le projet de traité anti-missile avec les États-Unis est rejeté. Le pacifisme est alors perçu comme un frein, qui nuit à la politique étrangère du Canada. Sur quoi reposent ces discours ? Les Québécois sont-ils particulièrement pacifistes ? Le sont-ils plus que les Canadiens anglais ?

Il s'agit ici de déconstruire ce double-discours, en montrant qu'il est infondé : en exagérant la différence entre Québécois et Canadiens anglais, en amalgamant le pacifisme avec d'autres déterminants du comportement des Québécois, et en interprétant d'une manière erronée l'histoire du Québec, les commentateurs se convainquent que le Québec est pacifiste, alors que le Canada anglais est plus enclin à autoriser le recours à la force dans les relations internationales. Mais cette conviction a des fondements discutables.

Des Québécois pacifistes dans un Canada va-t-en-guerre?

Dans les analyses des commentateurs, l'affirmation que les Québécois sont pacifistes se base sur un certain nombre d'exemples historiques, de statistiques ou de faits récents. Les deux « crises de la conscription » de 1917 et 1942 sont ainsi régulièrement citées : elles ont opposé les Canadiens anglais, en faveur de la conscription obligatoire, aux Canadiens français, qui sont résolument contre. D'autres événements historiques sont également mentionnés, com-

me la vive opposition du Québec à la création d'une marine militaire en 1910 et les réticences à participer à la guerre des Boers de 1899-1902.

Des statistiques sur l'opinion publique au Canada viennent également renforcer l'impression d'une opposition entre Québécois et Canadiens anglais : on a ainsi régulièrement souligné que les Québécois étaient majoritairement contre la participation du Canada à la guerre en Irak, alors qu'au Canada anglais les avis étaient plus mitigés. Certains commentateurs vont jusqu'à mentionner l'hymne national pressenti des Québécois, la « revanche des berceaux » et la « Révolution tranquille » comme preuves de pacifisme(1). Plus généralement, lorsqu'ils se demandent d'où vient ce trait particulier du Québec, les différents commentateurs mentionnent le catholicisme, le fait d'être minoritaire, le fait d'avoir toujours été dans le camp des perdants, la ruralité ou la position géographique du pays(2).

Les commentateurs insistent également sur le fait que les Canadiens anglais sont moins enclins à préférer la paix. En effet, chaque exemple cité oppose Canadiens anglais et Canadiens français, que ce soit parce que les premiers ont été dans le camp des vainqueurs, parce qu'ils étaient moins opposés à la conscription lors des deux Guerres mondiales, ou bien parce que les sondages d'opinion montrent qu'ils appuient en plus grand nombre les guerres en Irak et en Afghanistan. Les Canadiens anglais seraient ainsi plus enclins à recourir à la force. Or, le pacifisme des Québécois autant que la bellicosité des Canadiens anglais sont des mythes contestables.

Exagérer la différence entre Québécois et Canadiens anglais

Il y a tout d'abord une tendance à exagérer la différence entre Québécois et Canadiens anglais. Pour ce faire, les différents commentateurs vont comparer le Québec avec toutes les provinces canadiennes réunies, alors qu'une comparaison avec les provinces prises séparément aurait montré qu'il existe une grande proximité entre le Québec et, par exemple les Provinces maritimes ou l'Ontario. Ou bien le Québec est comparé avec la province anglophone la plus différente, et l'Alberta sert alors souvent de repoussoir. L'analyse des sondages d'opinion au début de l'année 2003, à propos de la guerre en Irak, commettait régulièrement ces erreurs. Souvent également, d'une différence de quelques points dans un sondage d'opinion, il était déduit une

opposition radicale.

Amalgame le pacifisme et d'autres déterminants

Par ailleurs, les commentateurs confondent souvent le pacifisme avec d'autres déterminants du comportement des Québécois. Ainsi, l'anti-impérialisme au temps de l'Empire britannique est un élément fondamental pour comprendre le refus des Québécois de participer aux guerres des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Les Québécois ne se sentent pas concernés par ces guerres : loin d'être le signe d'un refus a priori de toutes les guerres, il s'agit d'un refus de faire ces guerres particulières. Ainsi, par exemple, des sondages d'opinion au cours de l'année 1942 montrent que si le Canada était menacé, la plupart des hommes valides au Québec prendraient les armes(3).

Il en est de même aujourd'hui pour les guerres en Irak et en Afghanistan, non plus avec l'Empire britannique, mais avec les États-Unis d'Amérique : il y a ainsi une corrélation statistique entre le fait de se dire contre la guerre, et celui de considérer qu'elles servent des intérêts américains(4). De la même manière, les réticences face à l'armée s'expliquent par le fait qu'ayant longtemps été peu accueillante pour les francophones, les Québécois ne la percevaient pas comme « leur » armée(5).

Oublier la participation du Québec aux guerres

Il y a en outre une tendance à oublier les événements belliqueux bien réels qu'a connus le Québec au cours de son histoire. Par exemple, au temps de la colonisation, les colons étaient sans cesse en guerre pour conserver le commerce de la fourrure. L'armée et la guerre étaient fondamentaux, tant dans la vie et la mentalité des colons que dans l'économie de la colonie(6). De même, au XIX^{ème} siècle, le pouvoir civil était constamment contraint de demander de l'aide à l'armée pour faire face aux très nombreux troubles intérieurs. Enfin, la participation volontaire des Québécois aux deux Guerres mondiales est largement sous-estimée dans la mémoire collective au Québec. On se contente de mentionner les déserteurs, les insoumis et les opposants à la conscription, sans se rappeler les nombreux volontaires Québécois(7).

Le Québec contraint le Canada à opter pour la paix?

Comme on y a déjà fait allusion, pour se convaincre que le Québec est pacifiste dans un Canada va-t-en-guerre, on va également considérer que lorsque le Canada opte pour la paix, il le fait sous la pression du Québec. Il est alors implicitement suggéré que lorsque le Québec influence le Canada, il lui fait violence, au sens où le Canada anglais aurait préféré agir différemment. Tout contre-exemple potentiel est ainsi invalidé. Or, le refus de participer à la guerre en Irak n'est pas

l'apanage des Québécois, les Ontariens, par exemple, s'y opposant également dans une large majorité. Jean Chrétien, quant à lui, affirme que son refus est dû au fait qu'il fallait une nouvelle résolution de l'ONU, qu'il ne considérait pas qu'il y avait des armes de destruction massives en Irak, et qu'il était contre le fait d'imposer la démocratie de l'étranger. Et pourtant, de très nombreux commentateurs, aussi bien au Canada anglais qu'au Québec, affirment que ce refus est dû aux pressions du Québec sur Ottawa. L'impression est alors que le Québec contraint le Canada à refuser le recours à la force. Le rejet du traité sur le bouclier anti-missile est de la même manière imputé à l'influence du Québec, alors que l'opposition au Canada anglais était très forte(8).

Des erreurs, pas des manipulations

Ainsi, le pacifisme du Québec et la bellicosité du Canada anglais sont largement des constructions discursives infondées. Elles se basent sur un certain nombre d'erreurs, qui s'apparentent à des fautes logiques. On exagère la différence entre Québécois et Canadiens anglais, on amalgame le pacifisme avec d'autres déterminants du comportement, on oublie les guerres du Québec ou bien on interprète les contre-exemples d'une manière contestable. L'impression qui en ressort alors est que Québécois et Canadiens anglais s'opposent en matière d'intervention armée, les Québécois étant intrinsèquement pacifistes alors que les Canadiens anglais sont plus enclins à recourir à la force.

Le fait qu'il s'agisse d'erreurs qui s'apparentent à des fautes logiques permet d'affirmer que ceux qui reprennent ces discours n'ont pas l'intention de tromper : ils sont induits en erreur par la vraisemblance des analyses sur lesquelles ils s'appuient. On ne peut donc pas les accuser de manipuler l'opinion publique ; ils sont eux-mêmes en toute bonne foi convaincus de ce qu'ils affirment.

(1) Voir Serge Mongeau, « La tradition antimilitariste au Québec », dans Serge Mongeau, (dir.), Pour un pays sans armée, Montréal, Les Éditions Ecosociété, 1993, p. 82 et Antoine Robitaille, (dir.), « NON à la guerre ! Les Québécois sont-ils vraiment pacifistes ? », Revue Notre-Dame, Vol. 105, no 5, mai 2007.

(2) Voir Antoine Robitaille, « Quelle serait l'origine de notre pacifisme ? », in « NON à la guerre ! », op. cit., p. 8 et Sébastien Vincent, Laissés dans l'ombre, les Québécois engagés volontaires de 39-45, Montréal, VLB éditeur, 2004, p. 24.

(3) Voir Wilfrid Sanders, Jack et Jacques. L'Opinion publique au Canada pendant la Deuxième Guerre mondiale, Montréal, Comeau et Nadeau éditeurs, 1996.

(4) Voir dans ce sens Jocelyn Coulon interrogé par Brigitte Trudel dans Robitaille, « NON à la guerre ! », op. cit., p. 20.

(5) Voir Jocelyn Coulon, En première ligne, Grandeurs et misères du système militaire canadien, Montréal, Le Jour, 1991, p. 105.

(6) Voir William John Eccles, The French in North America 1500-1783, Lansing, Michigan State University Press, 1998.

(7) Voir Jean-Marie Fallu, Le Québec et la guerre, 1860-1954, Québec, Les publications du Québec, 2003.

(8) Voir Pierre Martin « All Quebec's Fault, Again ? Quebec Public Opinion and Canada's Rejection of Missile Defence », Opinion politique, mai 2005, pp. 41-44.